

Polémique Ramaux/Husson sur les projets alternatifs

Une chronique de Christophe Ramaux (1) a appelé de ma part une réaction (2) suivie de celle de Ramaux (3) à laquelle je viens de répondre (4). L'enjeu de cette polémique est une remise en cause des projets alternatifs, qu'il faut à mon sens rejeter parce qu'elle est fondée sur deux erreurs.

(1) *RTT : ne pas trop lui prêter*

Christophe Ramaux (chronique pour *Politis*, juin 2006)

(2) *Christophe Ramaux : ne pas trop lui prêter*

Michel Husson, courrier envoyé à *Politis* et au Conseil scientifique d'Attac

(3) *Michel Husson : mandarin rouge*

réponse de Christophe Ramaux, courriel envoyé au Conseil scientifique d'Attac

(4) *Critique d'une erreur ou bulle papale ?*

réponse de Michel Husson, courriel envoyé au Conseil scientifique d'Attac

(1) *RTT : ne pas trop lui prêter*

Christophe Ramaux (chronique pour *Politis*, juin 2006)

L'échéance de 2007 approchant, les propositions des uns et des autres vont devoir se faire plus précises. Peut-on, par exemple, concevoir un programme qui rassemblerait des partisans de la décroissance, d'un côté, du plein emploi, de la hausse des salaires et des droits sociaux, de l'autre ?

La RTT et une autre distribution des richesses permettent-ils de l'envisager ?

A l'évidence non si du moins on accepte de considérer que $2 + 2$ ne font pas plus de 4.

On compte aujourd'hui 25 millions de travailleurs et, au bas mot, 4 millions de sans emploi, Raisonnons à production globale stable pour répondre – en partie – aux exigences des « décroisseurs ». Un rapide calcul peut laisser croire qu'une baisse de la durée effective du travail de 5 heures par semaine est susceptible d'assurer le plein emploi. On ne peut cependant en rester là.

Il faut tenir compte des travailleurs à temps partiel – près de 20% – dont on ne peut décemment baisser le temps de travail. Cette correction faite, il faut donc abaisser la durée du travail des travailleurs à temps plein de 6,5 heures pour embaucher les sans-emploi à temps plein (et un peu plus si on souhaite offrir aux temps partiel un temps plein).

Il faut ensuite tenir ensuite des gains de productivité. C'est d'autant plus nécessaire que la productivité horaire augmente mécaniquement quand la durée du travail se réduit : on travaille plus efficacement sur les heures restantes. La loi Aubry I sur les 35 heures exigeait – pour que des aides publiques soient versées – 6 % d'embauche pour 10 % de baisse du temps de travail légal. On peut soutenir qu'il convient néanmoins de desserrer la « mobilisation par le stress ». Retenons donc une hypothèse basse de 2 % de gains annuels de productivité horaire sur 5 ans. A production constante, la baisse de la durée du travail requise pour le plein emploi n'est plus de 6,5 heures mais de 10 heures.

On perçoit d'emblée la difficulté de la tâche : qui peut prétendre faire baisser la durée effective du temps de travail de 10 heures sur une législature (en prenant deux législatures il faut l'abaisser un peu plus car la productivité continue à augmenter) ?

L'histoire le montre abondamment : la RTT est précieuse à bien des égards – qualité de vie, transformation des rapports sociaux, etc. –, mais on ne peut trop lui prêter pour créer des emplois.

Sur les de 2 millions d'emplois créés entre 1997 et 2001 – un record pour le XXème siècle[1] –, 500 000 au maximum sont imputables aux 35 heures. Cela n'est pas rien et suffit à réfuter les arguments libéraux à leur encontre. L'essentiel a cependant été acquis par la croissance. Sur les deux derniers siècles, les contributions à l'emploi de la RTT et de la croissance sont de l'ordre de 5 % et 95 %. On peut certes infléchir ce rapport. On ne peut sérieusement tout attendre de la RTT.

La quadrature du cercle devient plus éperdue encore si l'on souhaite simultanément augmenter le pouvoir d'achat - 29 heures payées 39 heures suppose déjà d'augmenter la rémunération horaire de 35 % - ou bien encore revenir sur la réforme libérale des retraites. Tous les profits distribués aux propriétaires n'y suffiraient pas. Il faudrait réduire drastiquement l'investissement. Or ce dernier est déjà trop faible.

La conclusion est limpide : le plein emploi, la hausse du pouvoir d'achat et l'amélioration des droits sociaux ne peuvent se faire dans un contexte de stagnation de la production (on ne parle même pas de sa baisse !). La croissance est nécessaire. Mais quelle croissance ? C'est ici, débarrassée de ses oripeaux de la décroissance, que la critique écologique retrouve sa pertinence. Produire ne suppose pas nécessairement produire pour le capital *a fortiori* pour les secteurs les plus « gourmands » en énergie et les plus pollués. Embaucher un enseignant, une infirmière, un paysan « bio », relancer le feroutage ou bien encore l'habitat économe en énergie : tout cela contribue au PIB... même lorsque cela passe par le secteur public ou associatif (c'est le PIB non-marchand). Nous avons besoin de croissance. Une croissance « soutenable » et « sociale » (car soutenue par la redistribution des richesses) sans aucun doute. Mais qui n'en demeure pas moins de la... croissance. Celle-ci, pour un économiste non libéral, ne tombe pas du « ciel » du marché. Elle suppose l'intervention publique. C'est le sens de l'Etat social si on intègre à celui-ci les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi. La plupart des « décroisseurs » - ce ne sont pas les seuls - n'aiment guère l'Etat.

Tout se tient. Il y a bien des choix à opérer entre des projets qui pour être tout aussi respectables n'en sont pas moins inconciliables.

[1] A la veille des échéances de 2007, on ne pourra pas ne pas revenir sur les racines de ce record. Pour une lecture aux antipodes de celle des sociaux-libéraux mais aussi de celle de certains « critiques de gauche », voir Ramaux, « *Emploi : éloge de la stabilité. L'Etat social contre la flexicurité* » (Mille et une nuits).

(2) *Christophe Ramaux : ne pas trop lui prêter*

Michel Husson, courrier envoyé à *Politis* et au Conseil scientifique d'Attac

Le dernier numéro de *Politis* a publié une chronique de Christophe Ramaux intitulée « RTT : ne pas trop lui prêter » [voir en fin de message]. Cette chronique vise à déconsidérer la RTT comme voie de création d'emplois et à dresser un plaidoyer en faveur de la croissance. On est en droit de défendre ce point de vue. Ce qui est en revanche inacceptable, c'est de le faire sur la base d'arguments grossièrement et factuellement erronés. Ce n'est pas de cette manière que le débat sur les alternatives peut se développer dans la lumière. Ramaux commet en effet deux erreurs magistrales : il gonfle indûment le taux de RTT nécessaire pour résorber le sous-emploi sans intensification du travail ; il oublie les interactions entre productivité et croissance.

1) Première erreur : productivité et RTT

Christophe Ramaux veut résorber le sous-emploi, évalué à 4 millions de personnes, par des créations d'emplois supplémentaires. 4 millions d'emplois en plus des 21 millions actuels, cela représente une augmentation de 4/21ème, soit 19 %. Si cela passe uniquement par la RTT, il faut baisser la durée de travail dans selon cete même proportion. Compte tenu du temps partiel, cela fait 6,5 heures par semaine. Jusque là tout va bien.

Puis Ramaux découvre qu'il y a chaque année des gains de productivité qui exigent selon lui une réduction supplémentaire de la durée du travail : celle-ci devrait en fait baisser de 10 heures par semaine et il en conclut que c'est hors d'atteinte. Mais ce raisonnement révèle une confusion entre les gains de productivité instantanés obtenus par intensification du travail lors de la RTT, et les gains de productivité tendanciels qui tombent chaque année, avec ou sans RTT. La proportionnalité des créations d'emploi à la réduction du temps de travail (19 % dans les deux cas) suffit à garantir qu'il n'y a pas d'intensification du travail lors de la RTT et il n'y a pas de raison d'y ajouter la croissance de la productivité normale.

2) Seconde erreur : croissance et RTT

« Sur les deux derniers siècles, les contributions à l'emploi de la RTT et de la croissance sont de l'ordre de 5 % et 95 % » écrit Ramaux. Ne sachant pas trop ce que sont ces « deux derniers siècles » (1806-2006 ? XXème et XXIème ?) je reprendrai ici les données longues les plus fiables, fondées sur les travaux de Pierre Villa et qui démarrent en 1896. On peut dresser le bilan de cette période longue à partir de la cette relation comptable simple :

emploi = croissance du PIB / (productivité horaire * durée du travail)

Entre 1896 et 2004, le PIB a été multiplié par 10,9 ; la productivité horaire par 15,6 et la durée du travail par 0,53 (elle a donc baissé de 47 %). Résultat : une progression de l'emploi de 31 %. D'où viennent alors les 95 % de créations d'emplois imputés à la croissance ? Ils sont probablement calculés en comparant les supposées contributions de la croissance (multipliée par 10,9) et de la RTT (multipliée par 0,53). On a donc $10,9/(10,9 + 0,53) = 95 \%$.

Mais ce calcul est parfaitement erroné. D'abord parce que la contribution de la durée devrait être proportionnelle, non pas à 0,53 mais à son inverse 1/0,53. Mais surtout parce que ce calcul oublie la productivité. Or, la croissance est fondée sur les gains de productivité et on ne peut pas dissocier ces deux termes. Pour une durée du travail donnée, la croissance ne crée des emplois que si elle est supérieure à la progression de la productivité. Et on constate justement que la productivité a augmenté à un rythme supérieur à celui du PIB : elle a été multipliée par 15,6 entre 1896 et 2004, et le PIB seulement par 10,9. S'il n'y avait eu aucune réduction du temps de travail sur l'ensemble du siècle, l'emploi aurait considérablement baissé, de l'ordre de 30 %. La contribution de la RTT est donc en réalité supérieure à 100 %.

Il s'agit là d'un point fondamental que l'on retrouve dans la critique des propositions de Ramaux. Depuis 50 ans, la productivité augmente à peu près aussi vite que le PIB en raison d'une double relation : d'un côté, les gains de productivité sont la base matérielle de la croissance, et, de l'autre côté, une croissance plus rapide permet de dégager des gains de productivité par changement des méthodes de production, nouveaux investissements, réorganisation du travail, etc. Tabler sur la croissance pour créer des emplois c'est imaginer un surcroît de croissance sans surcroît de productivité qui en annulerait les effets sur l'emploi. C'est un vœu pieux : cela ne s'est jamais produit depuis plusieurs décennies et Ramaux ne donne aucune raison pour qu'il en soit autrement.

Christophe Ramaux n'a aucune excuse : tous ces points ont été largement discutés dans le cadre de la préparation du chapitre « emploi-chômage » du projet de manifeste Attac. Les arguments présentés ici ont été développés dans plusieurs documents de la Fondation Copernic. Ramaux n'était évidemment pas tenu de s'y rallier mais il n'avait pas pour autant le droit de les récuser sur la base de démonstrations factuellement erronées.

Cette contribution discrédite la rubrique « A contre-courant » de *Politis*, le Conseil scientifique d'Attac dont Christophe Ramaux est membre, et de manière plus générale tous ceux qui cherchent

à élaborer des projets alternatifs qu'il contribue, coup de pied de l'âne final, à déconsidérer en expliquant que tout cela coûterait trop cher. Le débat sur la croissance est brouillé par cet hymne à une croissance forcenée dont on voit mal comment elle pourrait être conciliable avec des considérations écologiques minimales. L'ennui avec ce genre de bourdes, c'est qu'elles ne retombent pas seulement sur celui qui les commet, mais éclabousse ses voisins. C'est pourquoi une telle persistance entêtée dans l'erreur doit être dénoncée avec vigueur.

Michel Husson

(3) *Michel Husson : mandarin rouge*

réponse de Christophe Ramaux, courriel envoyé au Conseil scientifique d'Attac

Suite à ma chronique pour Politis « RTT : ne pas trop lui prêter » (en doc. joint pour rappel), Michel Husson s'est autorisé un message d'une rare violence.

L'entame : les arguments que j'utilise seraient « grossièrement ... erronés », je commettrais « deux erreurs magistrales », « deux bourdes » « d'autant plus impardonnables que nous en avons longuement discuté avec lui », bref que leçons m'auraient déjà été données sur le sujet... Je n'ai décidément « aucune excuse ».

Nous nous trompons tous à l'occasion et il est sain de l'admettre. Est-ce le cas ? A la lecture de ce que dit M. Husson, non seulement je maintiens les arguments et la position exposée dans l'article, mais je persévère à considérer 1/ qu'on ne peut sérieusement combiner décroissance, plein-emploi et hausse des droits sociaux ; 2/ qu'on ne doit pas trop prêter à la RTT en matière de création d'emplois (ce qui ne veut pas dire la récuser... loin s'en faut !).

Je reviens ci-dessous sur tout cela. Soit dit en passant les arguments qui sont exposés – de même que ceux présentés dans l'article - ont déjà été avancés il y a quelques semaines sur la liste Conseil scientifique d'Attac... et nombreux sont ceux qui ont alors salué la qualité du débat engagé de part et d'autre !

Je ne peux cependant en rester là.

M. Husson conclut, en effet, sa « correction » par un appel explicite à l'exclusion, l'excommunication et dans tous les cas l'opprobre (de la rubrique Contre-courant – ce n'est pas la première fois qu'il demande la censure et l'éviction - , du CS d'Attac, etc.). Je cite : « cette contribution discrédite la rubrique « A contre-courant » de Politis », mais « aussi le Conseil scientifique d'Attac » et « de manière plus générale tous ceux qui cherchent à élaborer des projets alternatifs »... « l'ennui avec ce genre de bourdes, c'est qu'elles ne retombent pas seulement sur celui qui les commet, mais éclabousse ses voisins ». Ni plus, ni moins ! En d'autres temps, en d'autres lieux, il en fallait moins pour mériter le peloton surmonté d'une étincelante étoile rouge.

M. Husson s'autorise depuis quelques temps un certain ton à mon égard.

La violence du dernier message dépasse tout ce qui est admissible (les mandarins les plus libéraux de l'université - et dieux sait qu'elle en compte - n'ont jamais été aussi loin). .

Il est donc temps de crever l'abcès.

En clair : nombreux sont ceux et celles (merci Dany C.) qui tout en étant proche (politiquement) de M. Husson - et lui reconnaissant d'incontestables qualités -, m'ont depuis longtemps dit à quel point il pouvait être brutal, autoritaire, et, pire, de mauvaise fois et méprisant lorsqu'on ose s'opposer à lui sur tel ou tel sujet.

Je n'ai jamais prêté vraiment attention à ces propos. Par tempérament – assez pessimiste sur les comportements il faut dire – je suis plutôt porté à l'indulgence sur les traits de caractère. Dans

l'ouvrage que je viens de publier, en dépit des propos outranciers passés, je ne recommande qu'un seul site internet : celui de M. Husson... que je me permet cependant de critiquer sur certains points (désolé Maître) !

Les bornes sont à présent dépassées. Pour qui se prend M. Husson ? Libre à lui d'avoir beaucoup d'ambition (être enfin reconnu - car il tarde un peu en effet - comme le « pape » national, et même international, de la pensée économique « critique » ?). Il va falloir en revanche en rabattre sur cette infatuation qui seule, évidemment elle seule, terriblement seule, autorise la morgue de son message. Celui-ci s'intitule : « CR : ne pas trop lui prêter ». Son auteur se crédite à l'évidence, lui, de beaucoup.

Je ne demande pour ma part qu'une chose : qu'hormis les débats de fond et rien que ceux là, il me lâche à présent les baskets. C'est simple, non ?

Sur le fond (si l'on peut dire... tant il y a régression par rapport aux échanges passés sur le sujet.

La question que pose l'article est la suivante : peut-on combiner décroissance, plein emploi et hausse sensible des salaires et droits sociaux ?

La réponse que je donne est que ce n'est logiquement pas possible (j'attend évidemment que quiconque me démontre le contraire).

L'argumentation tiens en deux temps.

Premier temps : la question du plein emploi.

Le seul moyen de combiner « décroissance » et plein emploi est évidemment la RTT.

Je montre que cela n'est pas impossible sur « le papier » (il n'y a donc pas à cette étape d'impasse logique) mais difficilement imaginable en pratique vu l'ampleur de la RTT requise.

La démonstration est simple....et je prends soin de minorer la plupart des grandeurs qui vont dans le sens pour lequel je plaide.

On compte 25 millions d'emplois en France et 4 millions de sans emplois.

Il faut cependant mettre de côté les temps partiels (on ne peut pas encore réduire leur temps de travail... il faudrait même l'augmenter !) soit 20% des emplois.

La RTT ne porte donc que sur 20 millions d'emplois.

En réalité il faudrait aussi soustraire les non salariés (10 % des emplois) pour lesquels le droit du travail (dont les règles en matière de temps de travail) ne s'applique pas.

Si on raisonne à production constante (je minore à nouveau beaucoup ici... puisque à strictement parler la décroissance signifie une baisse de la production !), il faut donc réduire le temps de travail de 6,5 heures pour embaucher tous les sans emploi à temps plein (il en faudrait plus pour offrir un temps plein aux temps partiel... mais passons).

Exemple : si on retient comme temps de travail effectif le chiffre de 39 heures / semaine (c'est celui de l'enquête emploi pour les temps plein) cela suppose que la durée du travail passe à 32,5 heures. On peut retenir un chiffre plus faible de durée effective du travail (37 ou 38 h) qui intègre notamment les effets de la RTT via les congés payés... mais cela ne change qu'à la marge les ordres de grandeur.

« Jusque là tout va bien » selon M. Husson.

Il sort en revanche de ses gonds lorsque j'intègre les gains de productivité (ce serait ma première « bourde »).

L'hypothèse que je retiens est la suivante : 2% de gains de productivité pendant 5 ans (une législature) soit 10,5% au total.

Avec cette hypothèse il faut donc réduire un peu plus le temps de travail pour parvenir au « plein emploi » : 10 heures de RTT sont nécessaires (et non pas seulement 6,5 h).

Dit autrement : 20 millions de travailleurs à 39 heures (effectives) produisent autant que 24 millions à 32,5 heures s'il n'y a aucun gains de productivité horaire, et autant que 24 millions à 29 heures si la productivité horaire augmente de 10,5% en 5 ans.

L'hypothèse de gains de productivité de 2% par an sur 5 ans (soit 10,5% au total) est-elle exorbitante ?

Les gains de productivité horaire sont de l'ordre de 1 % à 1,5% - en fait ils dépendent de l'état de la... conjoncture - par an aujourd'hui en France (tous secteurs confondus).

J'ajoute un surcroît d'au maximum 1 % par an sur 5 ans au titre de la RTT. Pour dire les choses autrement : aux gains de productivité « tendanciel » de 5,1 % (minimum) au total sur 5 ans j'ajoute un peu plus de 5 % de gains « instantanés » au titre de la RTT sur 5 ans ! La loi Aubry I tablait, elle, sur 4% au titre d'une RTT plus de deux fois moindre (4 heures au lieu de 10) !!

M. Husson laisse entendre que je confonds « les gains de productivité instantanés [dont il reconnaît l'existence ici au passage] avec les gains de productivité tendanciels ». Dans sa tête sans doute. Dans le papier, j'indique clairement que les gains de 2% valent « pour 5 ans ». J'ajoute ensuite que si la RTT est étalée sur 10 ans, il faudra bien entendu tenir compte du surcroît de productivité (les gains « tendanciels ») qui existeront sur la seconde législature.

Je ne suis pas d'accord avec M. Husson lorsqu'il évoque (ensuite) une stricte proportionnalité entre création d'emplois et RTT. La baisse de la durée du travail améliore la productivité horaire pas seulement à cause du « stress » accru : lorsqu'on travaille moins, on travaille mieux et plus efficacement (on est moins fatigué, etc.). C'est ainsi, et il faut l'admettre à moins d'être contre l'idée même de gains de productivité.

Mais tout ceci a-t-il vraiment un intérêt ?

Il faut savoir que M. Husson dans un document récent de la Fondation Copernic (« Politiques alternatives ») nous présente une maquette pour une « autre politique » où il table lui-même sur des gains de productivité de... 2% par an sur 5 ans !! Très exactement l'hypothèse que je retiens ! La mauvaise foi est évidente.

On peut sur le papier, avec une baisse de la durée effective du travail de 10h, avoir le plein emploi. Cela est-il crédible ? Je soutiens que non. D'où le titre de mon papier « RTT : ne pas trop lui prêter ». Je suis favorable à la RTT (d'abord sans doute pour l'effet qu'elle peut avoir en termes de transformation des rapports sociaux) : je suis contre en faire l'alpha et l'oméga de la lutte contre le chômage.

L'équation de l'emploi est simple.

$$rE = rPIB - rPHT - rDT$$

Plus précisément elle est la suivante :

$$rE = rPIB - rPHT - rDT - [(rPHT \times rDT) + (rE \times rPHT) + (rE \times rDT) + (rE \times rPHT \times rDT)]$$

en sachant que l'on peut négliger l'ensemble du dernier terme dès lors qu'on raisonne sur des taux de croissance – c'est toujours le cas pour les variables qui nous intéressent – faibles car le plus souvent inférieurs à 5%).

(dans tous les cas, l'équation n'est pas $E = rPIB / PHT \times DT...$ comme le note précipitamment M. Husson qui mélange allègrement stocks et taux de croissance : bourde !).

Dans cette équation chacun des termes est évidemment dépendant des autres (la croissance favorise les gains de productivité et vice-versa, la RTT favorise les gains de productivité et vice-versa, etc.) L' « équation de l'emploi » nous indique cependant clairement que l'emploi augmente potentiellement avec 2 variables : la croissance et la RTT. Dès que l'une d'elle (ou la combinaison des deux) est supérieure aux gains de productivité, il y a création d'emplois. Le bon ticket en matière de créations d'emploi est donc croissance + RTT.

Peut-on négliger le premier terme en hypertrophiant le second ? C'est tout l'enjeu du débat avec les « décroisseurs ».

Je ne le pense pas. Outre les arguments précédents j'indique que sur longue période la contribution de la croissance est sans commune mesure avec celle de la RTT.

J'évoque un ordre de grandeur « de l'ordre de 95% / 5% » sur les deux derniers siècles. La durée du travail a en effet baissé de l'ordre de 50% tandis que la croissance a augmenté de plus de 2000% (JM Harribey indique plus précisément dans une chronique précédente une baisse de 2500 % sur 2 siècles). Il y a bien rapport des contributions « de l'ordre de 95% / 5% ».

On peut me reprocher de prendre une période trop longue (sur le XXe - selon les données de Villa - on arrive à un rapport des contributions de l'ordre de 85% / 15%... et le rapport baisse encore si on ne prend que les trente dernières années)... mais pas, comme le fait M. Husson, un « calcul parfaitement erroné » qu'il fabrique lui-même (en ne retenant que le XXe) et qu'il me prête ensuite ... !

L'essentiel est dans la suite.

M. Husson, propose un raisonnement du type « croissance nette des gains de productivité ». L'idée est en substance la suivante : la croissance serait « donnée » par les gains de productivité (raisonnement parfaitement néo-classique pour le coup)... et donc le seul moyen pour augmenter l'emploi est la RTT.

J'ai déjà – à l'instar d'Isaac Josua – critiqué abondamment ce raisonnement.

Les gains de productivité contribuent bien entendu à la croissance (à emploi et durée du travail donnés ils sont même par définition équivalents) ... mais ils autorisent tout autant la RTT !!! Le raisonnement en termes de « croissance nette des gains de Pté » est donc un tour de passe passe. Il laisse entendre que le seul raisonnement logique concevable est le suivant « à productivité donnée et donc à croissance donnée, et donc à volume de travail donné, le seul moyen d'augmenter l'emploi est de réduire le temps de travail ». Or le raisonnement logique suivant – que l'on peut nommer « RTT nette de gains de productivité » - est tout aussi concevable : « à productivité donnée et donc à RTT donnée, le seul moyen de crée de l'emploi est la croissance ». On ne sort pas de la tautologie.

Dit autrement : pour des gains de productivité « donnés », on peut parfaitement opter pour les 2 cas polaires suivants : 1/ augmenter le volume du gâteau sans réduire le temps de travail (c'est le « modèle de croissance forcenée » si l'on veut) ; 2/ ne pas l'augmenter et travailler moins (c'est le modèle de la décroissance ou du moins de l'a-croissance).

D'où l'intérêt de passer par l'histoire.

Sur les deux derniers siècles les « sociétés » ont plutôt opté pour le schéma suivant : très forte hausse de la production (+2500%) et RTT finalement modérée (- 50%). J'indique clairement dans le papier que l'on peut doit infléchir ce rapport dans le sens de la RTT... Mais il ne faut pas « trop lui prêter »....

M. Husson indique (je souligne) que « tabler sur la croissance pour créer des emplois c'est imaginer un surcroît de croissance sans surcroît de productivité qui en annulerait les effets sur l'emploi. C'est un vœu pieu : cela ne s'est jamais produit depuis plusieurs décennies ».

Question n°1 : selon les estimations les plus hautes (celles de M. Husson... !) la RTT Aubry a permis de créer 500 000 emplois entre 1997 et 2001... période durant laquelle 2 millions d'emplois ont été créés (un record sur le XXè siècle !!!). D'où vient la différence, si ce n'est de la croissance ??

Question n°2 : les Etats-Unis sont le pays au monde où le taux de croissance de l'emploi sur le XXème siècle a été le plus élevé (et de très loin)... alors que la RTT y a été la plus faible ? Comment expliquer cela ?

Question n°3 : l'histoire longue ou courte ne confirme-t-elle pas que l'emploi stagne ou régresse systématiquement lorsque la croissance n'est pas au rendez-vous (alors que le lien n'est pas systématique avec la RTT : bref on a déjà vu des périodes de hausse de l'emploi sans RTT... mais jamais sans croissance !) ?

Question n°4 : faut-il continuer à fustiger (ce que nous avons tous fait) les politiques économiques (budgétaires, monétaires.) néo-libérales dans la mesure où elles étouffent l'emploi... en étouffant la croissance ?

Reste la cerise sur le gâteau dont M. Husson ne traite pas : s'il n'y a pas d'impossibilité logique – mais impossibilité politique - à soutenir qu'on puisse arriver au plein emploi par la seule RTT (cf. supra), il y en a en revanche une à soutenir qu'on puisse de surcroît augmenter les salaires et les droits sociaux. Dans la note Copernic (déjà citée) de M. Husson, celui-ci « boucle » son « modèle » en tablant sur une croissance de... 10% en 5 ans ! Sans cette hypothèse, tout s'effondre (le Smic à 1500 €, le RMI à... 1200, etc..)

On ne peut pas avoir le plein emploi, la hausse des salaires et des droits sociaux avec une... stagnation de la production (je ne parle même pas de la décroissance stricte !) ! Une croissance non exorbitante (pas « forcenée ») mais durable est indispensable. Une croissance « soutenable » (c'est le titre même d'un papier de... M. Husson !) – la critique écologique a évidemment du bon ! – car orientée vers la satisfaction des besoins sociaux, les secteurs les moins « gourmands » en énergie (cf. mon papier). Cela peut et doit passer par la décroissance de certains secteurs (emballages hallucinants, eau en plastique, 4 x 4...). La croissance n'en n'est pas moins nécessaire.

Je vais m'arrêter là, en ayant le clair sentiment d'avoir perdu mon temps à répondre à des arguments qui n'en sont pas, car le but du message de M. Husson n'était pas de faire avancer le débat : sa conclusion indique clairement qu'il était autre.

Stop ! Définitivement stop à présent ! Tout cela est parfaitement pitoyable.

Pour ne pas perdre complètement mon temps, je suggère que les deux questions suivantes mériteraient d'être creusées (je quitte donc le champs de la réponse à M. Husson dans ce qui suit) :

- 1/ pour les néo-classiques la croissance est largement « donnée » par le progrès technique « exogène » et la démographie. Ils nuancent un peu le propos depuis peu avec les théories de la croissance endogène (il leur a fallu un bon siècle pour intégrer qu'un pays avec des écoles, des universités, des infrastructures développées, etc. est plus « performant » que celui qui ne les a pas !). Reste que dans leur optique la croissance ne dépend pas – si ce n'est à très court terme – des politiques budgétaire ou monétaire de soutien à l'activité (qui sont en conséquence condamnées). Dans une optique keynésienne, au contraire, ces politiques publiques modèlent largement la croissance. L'enchaînement est donc largement inversé par rapport aux néo-classiques : ce ne sont plus les gains de productivité « exogènes » qui détermine la croissance, c'est la politique économique qui détermine la croissance qui détermine elle-même largement les gains de productivité (cf. la loi de Kaldor – Verdoorn). A la lecture « technologisante » (cf les TIC) du dynamisme US de ces vingt dernières années, on peut ainsi opposer une lecture plus « politique » (qui insiste sur les choix différents de pol éco avec leurs effets sur la croissance, l'investissement... et donc la technologie). En prolongeant le propos, on peut soutenir que l'enchaînement hétérodoxe à opposer aux libéraux en matière de politique économique et d'emploi est le suivant : politiques macro de relance (dont les pol de redistribution) qui soutiennent les gains de productivité (et au passage la compétitivité à long terme) et permettent d'augmenter les salaires, les droits sociaux... et l'emploi, en sachant que cette politique sera plus efficace encore si elle s'accompagne de la RTT (on retrouve l'idée de « ticket ») puisque celle-ci permet d'améliorer « le contenu en emploi de la croissance » (expression parfaitement judicieuse pour le coup).

- 2/ quelle serait la maquette « sectorielle » qui permettrait de justifier, légitimer, la croissance « soutenable » (2 ou 3% de croissance globale mais avec baisse de la production dans les secteurs les plus écolo incompatibles) ?

Bien cordialement

(4) Critique d'une erreur ou bulle papale ?

réponse de Michel Husson, courriel envoyé au Conseil scientifique d'Attac

Pour répondre à Christophe Ramaux, je partirai de cette anecdote : en 1986, au Mexique, j'ai participé à un groupe de travail de militants syndicaux et politiques sur la chute des salaires. Comme j'étais à ce moment en poste à l'INEGI (l'équivalent de l'INSEE au Mexique), je travaillais - déjà ! - sur des statistiques de salaire et de pouvoir d'achat. Ce dernier avait enregistré des pertes considérables. Et j'avais été amené à montrer que ces pertes (de l'ordre de 50 %) ne pourraient être compensées que par une augmentation salariale de 100 %, et non pas 50 %. Petite contribution au débat, pas de problème, j'utilisais mes compétences au sein d'un travail collectif.

Imaginons maintenant qu'un membre de ce groupe publie dans un hebdomadaire mexicain un article dénonçant les surenchères gauchistes nous poussant à demander 100 % d'augmentation alors que 50 % suffiraient à compenser les pertes de pouvoir d'achat. J'aurais été en droit d'être considérablement énervé contre cette polémique, non pas en raison d'une disposition à refuser par avance tout débat, mais tout simplement parce que cette mise en cause aurait été fondée sur une erreur factuelle.

Or, c'est exactement ce qui s'est passé avec Ramaux, et mon anecdote mexicaine m'est revenue parce qu'il commet la même erreur arithmétique. Dans ma philippique, je signalais au passage, comme un argument mineur, « que la contribution de la durée devrait être proportionnelle, non pas à 0,53 mais à son inverse 1/0,53 ». Dans sa réponse, CR refait la même erreur en écrivant : « la durée du travail a en effet baissé de l'ordre de 50% tandis que la croissance a augmenté de plus de 2000%. Il y a bien rapport des contributions de l'ordre de 95%/5% ». Désolé : la contribution à l'emploi n'est pas de 50 % mais de 200 %. Cet entêtement dans la « mini-bourde » est révélatrice.

2) je maintiens le caractère factuel des deux autres bourdes. Pour aller vite : nous sommes d'accord pour dire que l'emploi dépend de trois éléments : croissance, productivité horaire et durée du travail. Puisqu'il y a trois éléments, on n'a pas le droit de calculer des contributions - dont le total fait à 100 % - sur deux seulement (croissance et durée du travail) de ces trois éléments. Sinon, pourquoi l'augmentation de 2000 % du PIB n'a-t-elle conduit qu'à 30 % de progression de l'emploi (il est vrai sur « le seul » XXème siècle) ? Cette erreur est un obstacle si l'on veut mener correctement le débat (avec Jean-Marie Harribey par exemple) sur le traitement des interactions entre croissance et productivité d'une part, et productivité et durée du travail de l'autre.

La seconde bourde consiste à charger la barque de la durée du travail. Pour créer 19 % d'emplois il faudrait baisser la durée du travail, non pas de 19 % mais de 29 %, à cause des gains de productivité évalués à 10 %. C'est tout simplement faux. Dans la note Copernic sur ces questions (<http://www.fondation-copernic.org/COPP10-2.pdf>), le décompte se fait de la manière suivante (sur 5 ans) :

PIB +10 % ; productivité + 10% ; durée du travail - 13 % ; emploi + 13 %

L'effet sur l'emploi de la productivité horaire est compensé, non pas par un surcroît de RTT, mais par la croissance du PIB. Celle-ci est posée égale à celle de la productivité, et cette égalité correspond à ce qui se passe à moyen terme en France depuis 50 ans. Cela n'empêche pas l'emploi de progresser plus vite dans les phases où la croissance est plus rapide, mais ce sont des

phases courtes. Sur tous ces points, je renvoie à une autre contribution : <http://hussonet.free.fr/coppelc.pdf>.

3) Christophe Ramaux croit bon d'ouvrir sa réponse par une explication du ton adopté dans ma réponse : « nombreux sont ceux et celles (merci Dany C.) qui tout en étant proche (politiquement) de M. Husson - et lui reconnaissant d'incontestables qualités - m'ont depuis longtemps dit à quel point il pouvait être brutal, autoritaire, et, pire, de mauvaise foi et méprisant lorsqu'on ose s'opposer à lui sur tel ou tel sujet ». Tout cela s'expliquerait par mon ambition d'être « enfin reconnu - car il tarde un peu en effet - comme le « pape » national, et même international, de la pensée économique critique », etc.

Libre à CR de penser que je fonctionne ainsi, mais je proteste énergiquement contre cette mise en cause de mon attachement aux valeurs laïques et républicaines. Cependant, - à moins de considérer qu'il est lui-même le principal obstacle dans cette quête effrénée de reconnaissance - Ramaux devrait expliquer pourquoi il s'est attirée de ma part une diatribe aussi vigoureuse.

En voici les raisons : il se trouve que j'ai coordonné pour Copernic un travail sur les alternatives en matière d'emploi (cité plus haut et auquel CR fait allusion). Une bonne partie de ce document est consacrée à un exercice de chiffrage destiné à évaluer la « viabilité économique » de ce projet. Je trouve que ce groupe a fait oeuvre utile en prenant à bras-le-corps cette question. Il est en effet important d'avoir des billes pour répondre à tous les libéraux qui ont vite fait de déconsidérer un tel projet : et la compétitivité ? et les petites entreprises ? et les fuites de capitaux ? (*ad libitum*).

Or, que fait CR dans *Politis* ? Il déconsidère un tel projet, et notamment le rôle important qu'il fait jouer à la RTT, dans un article initialement intitulé, je le rappelle : « RTT : ne pas trop lui prêter ». Il y expose l'inanité de ce projet : « On perçoit d'emblée la difficulté de la tâche : qui peut prétendre faire baisser la durée effective du temps de travail de 10 heures sur une législature ? » ou encore : « La quadrature du cercle devient plus éperdue encore si l'on souhaite simultanément augmenter le pouvoir d'achat - 29 heures payées 39 heures suppose déjà d'augmenter la rémunération horaire de 35 % » la réforme libérale des retraites. Tous les profits distribués aux propriétaires n'y suffiraient pas ». Il s'agit donc d'une remise en cause fondamentale de ce type de projet : vouloir à la fois créer des emplois via la RTT, augmenter les salaires et annuler les réformes libérales est donc une chimère, une « quadrature du cercle éperdue ».

Il faut donc bien mesurer la violence de ce réquisitoire, où le maître de conférences à Paris 1 (c'est ainsi qu'il se présente dans *Politis*) corrigeait vertement des calculs approximatifs. J'ai donc écrit qu'il discréditait « la rubrique « A contre-courant » de *Politis*, le Conseil scientifique d'Attac dont [il] est membre, et de manière plus générale tous ceux qui cherchent à élaborer des projets alternatifs ». Pourquoi ? Non pas par volonté d'exclure ou d'excommunier, mais parce que toute cette démonstration repose sur des erreurs, que l'on ne peut donc traiter comme on discuterait des arguments étayés.